



# IL Y A **URGENCE** A SE FAIRE ENTENDRE TOUS EN GRÈVE LE 27 NOVEMBRE !

**L**a Loi de Finances pour 2013 va poursuivre et amplifier l'austérité dans tous les services de l'État considérés comme «non prioritaires».

Les fonctionnaires ne sont en rien fautifs. Pourtant que ce sont eux qui vont majoritairement payer l'addition.

Pire, les missions de la DGFIP ne sont plus considérées comme prioritaires, un comble en période de crise. La fréquentation de nos guichets n'a jamais été aussi forte et les tensions dues aux difficultés vécues par les contribuables et usagers s'accroissent.

Les agents de la DGFIP vont être victimes d'une nouvelle dégradation de leurs conditions de travail et de leur rémunération.

Les agents et les services sont au bord de la rupture, les conditions de travail se dégradent toujours plus chaque jour, les traitements et primes sont gelés, les budgets de fonctionnement en baisse constante et les effectifs fondent comme neige au soleil.

Malgré les dénégations de notre Direction Générale les menaces sur le réseau de proximité s'accumulent

du fait de la situation des effectifs, des restrictions budgétaires, de la constitution de pôles départementaux, de la relance de la fusion SIP/CDIF, de la réorganisation des secteurs d'assiette et des réformes des hôpitaux, des maisons de retraite et de l'intercommunalité.

Alors même que la suppression d'emplois se poursuit à un rythme soutenu, cerise sur le gâteau, la Direction Générale vient d'inviter les directions locales à limiter leurs propositions de promotions internes au profit des agents au niveau de l'année 2008, c'est-à-dire avant la fusion. C'est une régression sociale inacceptable et sans précédent.

**Le 27 novembre, seul un mouvement de grève massif peut créer le rapport de force nécessaire pour obtenir satisfaction.**

**Participez massivement aux actions et rassemblements organisés localement.**

**Nos rémunérations, nos promotions, nos conditions de travail, nos statuts, nos missions, sont en grave danger.**

## TOUS EN GRÈVE LE 27 NOVEMBRE

Pour :

- La revalorisation de la valeur du point d'indice
- L'abrogation du jour de carence
- l'accès au 8<sup>ème</sup> échelon d'AAP1 sans contingentement
- Le maintien du statut général et des statuts particuliers des trois versants de la Fonction Publique
- Un plan de qualification dans la continuité du 2009-2012
- L'arrêt des suppressions d'emploi
- L'arrêt des restructurations
- Le maintien et le renforcement de toutes les missions
- La préservation du maillage territorial
- Deux vrais mouvements annuels de mutation et le droit au retour et pour tous

